

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le ministre

Paris, le 17 JAN 2000

Le ministre de l'intérieur

à

Messieurs les préfets délégués pour la sécurité et la défense,

Messieurs les secrétaires généraux pour l'administration de la police,

Messieurs les chefs des services administratifs et techniques de la police nationale de Martinique, de la Réunion et de Nouvelle-Calédonie,

Messieurs les chefs des délégations régionales au recrutement et à la formation de métropole et d'outre-mer.

INTC0000010C

Cette circulaire a pour objet de faciliter les modalités de fonctionnement des ateliers d'entretien des concours de gardien de la paix.

L'arrêté du 17 juillet 1997 fixant les modalités d'organisation et le programme des concours pour le recrutement des gardiens de la paix de la police nationale prévoit que les épreuves d'admission comportent une épreuve d'entretien devant un atelier composé de quatre personnes.

Ces épreuves sont matériellement organisées par les secrétariats généraux pour l'administration de la police et les services administratifs et techniques de la police. En raison du nombre élevé de postulants, le nombre des ateliers, et partant celui des membres les composant, est conséquent.

Or, s'agissant de concours nationaux, il est nécessaire, afin que soit respecté le principe d'égalité entre les candidats, que règne une homogénéité certaine entre ces ateliers. En outre un recrutement de qualité implique une nécessaire professionnalisation de leurs membres.

En vue de répondre à ces deux objectifs, la DAPN et la DFPN sont chargés en commun de mettre en œuvre les mesures suivantes :

1. Utilisation systématique du « guide pour l'entretien » réactualisé,
2. Formation obligatoire des fonctionnaires désignés pour y siéger,
3. Animation de ces formations en partenariat.

1. Utilisation systématique du « guide pour l'entretien » réactualisé

Depuis 1986, les membres des ateliers d'entretien du concours de gardien de la paix peuvent disposer d'un instrument de travail intitulé « guide pour l'entretien du concours de gardien de la paix ».

Aujourd'hui, son actualisation s'est imposée compte tenu de l'évolution de la législation, des méthodes, de l'intégration de nouveaux tests pour le concours et du contexte du recrutement actuel des gardiens de la paix.

Le « guide pour l'entretien du concours de gardien de la paix » a pour objectif de donner des directions de travail communes à tous les ateliers d'entretien sur le plan national.

Il comporte trois parties :

- La première présente les aspects légaux et réglementaires du concours de gardien de la paix.
- La deuxième se rapporte à une réflexion sur les objectifs et la portée du type d'entretien réalisé, ainsi qu'une description des différentes phases de son déroulement.
- La dernière, plus opératoire, fournit les indications nécessaires sur les thèmes à aborder avec le candidat, les critères d'évaluation à prendre en compte, et les principes de notation à respecter.

Conçu pour aider les membres des ateliers d'entretien dans cette entreprise, ce guide sera attribué à chaque agent désigné pour siéger au sein d'un atelier d'entretien du concours de gardien de la paix, mais il ne saurait cependant à lui seul, remplacer une formation aux ateliers d'entretien, préalable à l'exercice de cette fonction.

2. Formation obligatoire des agents désignés pour siéger dans les ateliers d'entretien

Recruter est un acte professionnel, avec des répercussions sérieuses à court, moyen et long terme pour la police nationale, la société et le candidat.

L'objectif de l'atelier d'entretien est de sélectionner des candidats ayant les aptitudes à exercer le métier de gardien de la paix.

Cette sélection, dans un contexte sans cesse en changement, requiert de la part des membres de l'atelier, une réflexion sur leur propre pratique, s'agissant notamment de répondre à un recrutement plus représentatif et plus proche de la société.

La formation constitue en outre une occasion formelle pour l'établissement de contacts entre les futurs membres amenés à travailler ensemble au sein des ateliers d'entretien.

S'adressant aux agents mentionnés à l'article 12 de l'arrêté du 17 juillet 1997, la formation doit aborder les aspects réglementaires, techniques et relatifs à la cohésion des ateliers d'entretien.

Sa durée, de deux jours, permet une information précise sur le concours de gardien de la paix et une sensibilisation aux méthodes de base de la sélection. Elle tient compte des contraintes de service des fonctionnaires visés par la formation.

A compter du 1^{er} janvier 2002, tous les membres des ateliers d'entretien devront être formés.

Ne pourront siéger à un atelier d'entretien que les agents ayant suivi la formation prévue à cet effet. Le guide pour l'entretien leur sera attribué à cette occasion par la délégation régionale au recrutement et à la formation.

Pour être prises en compte, les formations antérieures au dispositif prescrit dans cette circulaire devront réunir les trois conditions suivantes :

- qu'elles aient été dispensées par une structure de formation de la police nationale,
- pour le concours de gardien de la paix,
- depuis 5 ans au plus.

3. Animation de ces formations en partenariat

La formation est assurée par la délégation régionale au recrutement et à la formation.

La présence d'un professionnel du recrutement est indispensable pour l'animation de ces stages, aussi la délégation régionale au recrutement et à la formation fera appel, chacun en ce qui le concerne, au représentant du secrétariat général pour l'administration de la police ou du service administratif et technique de la police chargé du recrutement et à un psychologue du ressort régional.

En concertation avec les secrétariats généraux pour l'administration de la police ou les services administratifs et techniques de la police, les délégations régionales au recrutement et à la formation organisent ces formations, afin de fidéliser les futurs membres des ateliers d'entretien et de faciliter l'alternance de leur participation.

Chaque année et à une période convenue entre eux, les secrétariats généraux pour l'administration de la police, les services administratifs et techniques de la police et les délégations régionales au recrutement et à la formation se communiqueront respectivement la liste des participants aux ateliers d'entretien et la liste des volontaires formés.

A l'issue du dernier concours de gardien de la paix de l'année, chaque secrétariat général pour l'administration de la police service administratif et technique de la police adressera conjointement au directeur de l'administration de la police nationale et au directeur de la formation de la police nationale un bilan indiquant le rapport formés / membres des ateliers d'entretien, ainsi que toutes observations utiles pour l'amélioration du dispositif.

Je compte sur l'implication de tous les acteurs auxquels je demande de poursuivre l'effort entrepris afin d'améliorer la qualité des concours pour le recrutement des gardiens de la paix de la police nationale.

Pour le ~~ministère de l'intérieur~~
et par délégation
le directeur général de la police nationale
Patrice BERGOUX



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE-MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Paris, le 10 AVR. 2008

NOR | I | N | T | C | 0 | 8 | 0 | 0 | 0 | 8 | 4 | C |

**Le Ministre de l'Intérieur
de l'outre-mer
et des collectivités territoriales**

à

Monsieur le préfet de police

**Mesdames et Messieurs les préfets
de région et des départements de métropole et d'outre-mer**

**Monsieur le préfet délégué du Gouvernement
pour la Nouvelle-Calédonie et les îles Wallis-et-Futuna,
haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et dépendances**

**Monsieur le haut-commissaire de la République,
délégué du Gouvernement en Polynésie française**

Messieurs les préfets délégués pour la sécurité et la défense

Monsieur le préfet adjoint pour la sécurité en Corse

**Madame et messieurs les directeurs
et chefs des services centraux de la police nationale**

O B J E T : Formations aux qualifications « paix publique », « ordre public », « investigation – renseignement » et « migration – frontières » pour l'accès au grade de brigadier de police.

Cette circulaire annule et remplace la circulaire INTC0600099C du 6 novembre 2006. Elle a pour objet de préciser les contenus et les modalités de la formation préparatoire aux qualifications « paix publique », « ordre public », « investigation – renseignement » et « migration – frontières » prévues dans le protocole d'accord du 17 juin 2004 sur la réforme des corps et carrières de la police nationale.

.../...

1 - Le public concerné par la formation aux qualifications.

1-1 Peuvent prétendre à cette formation, les gardiens de la paix :

- remplissant les conditions statutaires pour accéder au grade de brigadier, prévues par l'arrêté du 25 octobre 2005 fixant le contenu et les modalités de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier de police, au 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle ils sollicitent leur participation à l'examen professionnel ;
- inscrits à l'examen professionnel et ayant opté pour suivre la formation ; ce choix est définitif pour l'année de l'examen concerné ;
- ayant participé pour l'année considérée au test d'entrée en formation et retenus par la commission nationale d'entrée en formation organisée par la direction de la formation de la police nationale.

1-2 La formation aux qualifications est facultative et unique.

1-3 Tout candidat aux qualifications « paix publique », « ordre public », « investigation – renseignement » et « migration – frontières » ne peut suivre qu'une seule fois le parcours de formation. Un candidat ayant suivi le parcours de formation à l'une des qualifications, mais ayant échoué à l'examen ne pourra plus suivre de formation, même s'il s'inscrit par la suite à une qualification différente.

1-4 Dans le cadre des qualifications, l'accès au grade de brigadier de police peut être obtenu soit par la réussite à l'examen sanctionnant l'une des qualifications citée à l'article 1-3, soit par la réussite à l'examen technique à la qualification d'officier de police judiciaire (OPJ 16).

1-5 La formation OPJ 16 étant obligatoire, le candidat à cette formation renonce de fait à la formation aux qualifications. Il peut cependant se présenter en candidat libre à l'examen pour l'accès au grade de brigadier par la voie des qualifications.

1-6 Les candidats ayant débuté un cursus de préparation à la qualification OPJ 16 et qui ont suivi au moins **5 jours** de formation ne peuvent prétendre à la formation aux qualifications et doivent se présenter à l'examen en candidat libre. Cette mesure s'applique aux gardiens de la paix ayant débuté un cycle de formation OPJ 16 à compter de septembre 2005.

2 - Les contenus de la formation.

2-1 Les contenus de formation portent sur l'acquisition des technicités particulières à la qualification choisie faisant l'objet de la première partie de l'examen (devoir sur table) :

Paix publique :	lutte contre la petite et moyenne délinquance, lutte contre l'insécurité routière, police administrative.
Ordre public :	service d'ordre, maintien et rétablissement de l'ordre.
Investigation – renseignement :	lutte contre les différentes formes de grande criminalité, recueil et traitement du renseignement.
Migration – frontières :	sûreté aérienne et portuaire, régulation des flux migratoires, lutte contre le travail dissimulé et les formes modernes d'esclavage.

2-2 La deuxième partie de l'examen concernant les aspects fondamentaux du métier de policier se préparant individuellement, les stagiaires admis en formation devront avoir une bonne maîtrise de ces bases essentielles.

2-3 Les candidats non retenus pour suivre la formation, bénéficient d'un accès à la préparation sur le site Intranet de la DFPN et, suite à leur inscription en ligne, sur Internet, ainsi que d'une plate-forme d'aide en ligne.

3 Les modalités de la formation

3-1 La durée totale de la formation à chaque qualification est de 6 semaines.

3-2 Une session de formation peut se dérouler, en fonction des régions et des périodes de congé, sur plus de sept semaines.

3-3 Plusieurs sessions peuvent être organisées dans l'année.

3-4 Les convocations à la formation des candidats sont établies par la direction de la formation de la police nationale après transmission de la liste des candidats validée par les directions d'emploi.

3-5 Les formations se déroulent dans les structures de formation désignées par le DFPN.

3-6 S'agissant de la qualification « paix publique », les candidats suivent prioritairement la formation au sein de la structure relevant du ressort de leur résidence administrative. Si le nombre de fonctionnaires admis en formation, selon les modalités précisées ci-dessus, est supérieur au nombre de places offertes dans la région d'affectation, un redéploiement des fonctionnaires sera effectué sur les autres structures de métropole.

3-7 Chaque candidat s'engage à suivre l'intégralité de la formation sur le lieu assigné par l'Administration. Aucun changement de structure et de session ne sera accepté, sauf cas exceptionnels.

3-8 Les candidats renonçant à la formation après convocation à une session passeront l'examen de ladite session et sur le lieu de formation prévu. Ils perdent le bénéfice de la formation pour l'année en cours.

4. Les droits et obligations des stagiaires

4-1 La présence assidue des stagiaires est requise pendant toute la durée de la formation. Toute absence supérieure à 5 jours pendant la durée du cycle de formation entraîne, sauf cas de force majeure apprécié par le directeur de la formation, la mise en fin de stage de l'intéressé. Il sera considéré comme étant formé et ne pourra bénéficier d'une nouvelle formation.

4-2 Hors les cas de force majeure appréciés par le directeur de la formation, les stagiaires qui abandonnent la formation en cours et totalisant **5 jours** de formation seront considérés comme formés et ne pourront pas bénéficier d'une nouvelle formation. Ils seront convoqués à l'examen de la session concernée et sur le lieu où ils ont commencé la formation.

4-3 Pendant les interruptions de stage, les stagiaires sont remis à la disposition de leur service. Les stagiaires venant d'outre-mer ne prenant pas de congé pendant cette période pourront bénéficier de l'hébergement de la structure d'accueil. Ils seront, dans ce cas précis, placés sous la responsabilité de la DFPN.

4-4 Au cours de la formation, le stagiaire est soumis aux mêmes obligations qu'en service et au respect du règlement intérieur de la structure d'accueil. Tout manquement aux règles disciplinaires et déontologiques applicables aux fonctionnaires de la police nationale entraînera la rédaction d'un compte rendu adressé au chef d'établissement concerné qui avisera la hiérarchie du fonctionnaire. En cas de faute grave, le directeur de la formation de la police nationale peut décider de la mise à fin de stage du candidat sans possibilité de bénéficier d'une nouvelle formation, les années suivantes.

4-5 Toute procédure disciplinaire engagée en raison de l'inobservation des dispositions législatives, réglementaires et déontologiques garantissant le respect des libertés individuelles, de la personne humaine ou d'un non-respect des règles de probité, peut entraîner la mise à fin de stage du candidat sans possibilité de bénéficier d'une nouvelle formation, les années suivantes.

4-6 En cas de mutation intervenant en cours de formation, le fonctionnaire poursuit, dans la mesure du possible, sa formation sur le site sur lequel il a été convoqué.

4-7 Un comité de suivi, composé d'un représentant de chaque direction ou service d'emploi et présidé par le directeur de la formation de la police nationale, examine les contentieux constatés pendant le cycle de la formation et les cas de mise en fin de stage rencontrés aux articles 4-4 et 4-5 ci-dessus. Il peut prendre toutes décisions relatives à l'organisation de la formation, la discipline et le règlement des cas particuliers qui lui sont soumis. Ces décisions sont prises par vote à la majorité de ses membres.

4-8 En cas de situation d'urgence, le directeur de la formation de la police nationale peut prendre les décisions qu'il jugera utiles. Le comité de suivi en sera tenu informé.

Vous voudrez bien aviser le directeur de la formation de la police nationale des difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application de ces dispositions.

Pour le ministre de l'Intérieur,
De l'outre-mer et des collectivités territoriales

Le directeur général de la police nationale


Frédéric PECHENARD